



LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

N O V E M B R E 2 0 0 4



AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE

Les programmes d'assistance humanitaire
de l'armée des États-Unis

AVANT-PROPOS

On parle rarement de la façon dont les forces armées américaines mènent à bien leurs programmes de formation militaire et d'assistance humanitaire à travers le monde. Or ces programmes présentent de nombreux avantages pour toutes les parties intéressées. Ils renforcent la sécurité nationale et régionale, favorisent la démocratie et le pouvoir des autorités civiles sur les militaires, font prévaloir les droits de l'homme et l'économie de marché et apportent de l'aide dans les domaines de la santé, de l'éducation, des secours aux victimes de catastrophe et autres formes d'assistance.

Le ministère américain de la défense, en coopération avec le département d'État et l'Agence des États-Unis pour le développement international, finance une grande partie de ces programmes, conformément à l'objectif que s'est fixé le président Bush et qu'il a décrit en ces termes dans une récente allocution radiodiffusée : « Mettre en œuvre une politique étrangère qui propagera la liberté et l'espoir et renforcera la sécurité nationale des États-Unis. »

« Les États-Unis cherchent à développer le commerce, à promouvoir la liberté et à accroître la sécurité et cela dans l'intérêt des États-Unis, de leurs partenaires et du monde entier. »

Le général Richard Myers, chef de l'état-major des armées, présente ce numéro de la revue électronique intitulé « Les Objectifs de politique étrangère des États-Unis » en évoquant le caractère à la fois dynamique et périlleux du climat international actuel en matière de sécurité. Il souligne que, du fait de ce climat, la coopération et l'assistance sont plus importantes que jamais. Lincoln Bloomfield, secrétaire d'État adjoint aux affaires politico-militaires, décrit les objectifs du Programme international d'instruction et de formation militaires internationales qui aide les ministères étrangers de la défense à améliorer leurs capacités, à planifier et à mettre en œuvre des réformes dans le domaine de la défense et à acquérir les moyens de faire face aux menaces qui pèsent sur leur sécurité nationale.

Le capitaine de corvette Matthew Lim décrit le Programme de prévention du VIH/sida du ministère américain de la défense et son efficacité dans la lutte contre la propagation de cette maladie dans les armées étrangères qui y participent à travers le monde. Son article est suivi d'un exposé sur le partenariat formé entre les États-Unis et l'Angola pour combattre le VIH/sida dans les forces armées angolaises.

Rodney Robideau et Lloyd Carpenter, du Centre de formation au déminage humanitaire du ministère américain de la défense, discutent du rôle que joue ce centre dans la formation des spécialistes du déminage qui soutiennent le programme d'action humanitaire des États-Unis contre les mines en formant des démineurs dans les 43 pays recevant actuellement de l'aide dans ce domaine. Le professeur Thomas Bruneau, du Centre des relations civilo-militaires, explique l'importance du pouvoir exercé par les autorités civiles sur l'armée et de la formation universitaire que son centre, qui fait partie de la Naval Postgraduate School, donne à des officiers et fonctionnaires étrangers dans le but de renforcer la démocratie et la stabilité.

Le colonel George Topic, de la National Defense University située à Washington, décrit l'évolution historique des programmes de formation militaire et des programmes militaires d'assistance humanitaire à l'étranger ainsi que leur contribution à la sécurité régionale et nationale et au renforcement des relations internationales.

La rédaction



LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / NOVEMBRE 2004 / VOLUME 9 / NUMÉRO 3

<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE : LES PROGRAMMES D'ASSISTANCE HUMANITAIRE DE L'ARMÉE DES ÉTATS-UNIS

4 Introduction

GÉNÉRAL RICHARD MYERS, CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES

Les États-Unis coopèrent étroitement avec leurs alliés, d'autres membres de l'OTAN et des Nations unies, des organisations non gouvernementales et des gouvernements locaux afin d'offrir une assistance humanitaire, de secourir les victimes de catastrophes et de favoriser le contrôle de l'armée par les autorités civiles dans le monde entier.

6 Instruction et formation : un tronc commun en matière de sécurité Lincoln Bloomfield

SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT AUX AFFAIRES POLITICO-MILITAIRES

Le Programme d'instruction et de formation militaires internationales aide les responsables étrangers de la défense à améliorer leur défense nationale, à planifier et appliquer des réformes pertinentes, et à développer les capacités nécessaires pour contrer les menaces qui planent sur la sécurité.

9 Une longue tradition de coopération et de soutien

COLONEL GEORGE TOPIC, PROFESSEUR À LA NATIONAL DEFENSE UNIVERSITY

Ce spécialiste des affaires militaires décrit l'évolution et le rôle historique des programmes de formation et d'assistance humanitaire de l'armée des États-Unis dans la promotion des objectifs nationaux et internationaux de sécurité et dans le resserrement des relations internationales.

13 Un centre pour les handicapés

ABDELSALEM HARRATH, SPÉCIALISTE EN ÉDUCATION À SIDI BOU ALI (TUNISIE)

La perspicacité des responsables locaux, associée au soutien moral et financier des programmes d'assistance humanitaire du ministère de la défense des États-Unis, a considérablement amélioré la vie et les possibilités d'éducation des enfants handicapés de la ville de Sidi Bou Ali.

14 La lutte contre le sida

DR MATTHEW LIM, DIRECTEUR DU PROGRAMME DE PRÉVENTION DU VIH/SIDA DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DES ÉTATS-UNIS

Le programme de prévention du VIH/sida aide 41 armées dans le monde.

17 L'Angola et les États-Unis luttent ensemble contre le VIH/sida

ERIC BING, CHARLES R. DREW UNIVERSITY OF MEDICINE AND SCIENCE

L'auteur décrit le programme de lutte contre le VIH/sida mis en œuvre au sein de l'armée angolaise en 2001.

19 La formation des démineurs

RODNEY ROBIDEAU ET LLOYD CARPENTER, CENTRE DE FORMATION AU DÉMINAGE

Le Centre de formation au déminage humanitaire du ministère américain de la défense assure une formation conforme aux Normes internationales de lutte contre les mines, et enseigne des méthodes éprouvées de déminage dans le cadre du Programme

de lutte contre les mines mis en œuvre par le gouvernement des États-Unis.

23 L'enseignement des relations civilo-militaires

THOMAS BRUNEAU, PROFESSEUR DU DÉPARTEMENT DES AFFAIRES DE SÉCURITÉ NATIONALE ET DIRECTEUR DU CENTRE DES RELATIONS CIVILO-MILITAIRES DE LA NAVAL POSTGRADUATE SCHOOL DES ÉTATS-UNIS
Combinant cycles de formation, d'études et séminaires organisés aux États-Unis ou à l'étranger, le Centre des relations civilo-militaires aide à renforcer les relations entre civils et militaires dans des pays alliés.

26 D'un État à l'autre

Grâce à des relations établies avec 44 démocraties naissantes, le Programme de partenariat international de la Garde nationale des États-Unis encourage la démocratie, l'économie de marché, la coopération et la stabilité régionales, et offre une aide humanitaire.

30 Bibliographie (en anglais)

31 Sites Internet (en anglais)

INTRODUCTION



Général Richard Myers
Chef de l'état-major des armées

La nature dynamique et compliquée de l'environnement actuel de sécurité confère une importance sans précédent à la coopération au sein de la communauté internationale. Les menaces à la paix fusent de toutes parts : armes de destruction massive, terrorisme, catastrophes naturelles. L'assistance humanitaire et la formation de militaires étrangers constituent des atouts pour la mise en place de relations constructives et à long terme à travers le monde : des partenariats qui encouragent la stabilité dans des régions en butte à des défis uniques. Nous avons tous la responsabilité d'offrir à ces pays les instruments de l'autosuffisance, de l'autoprotection, de la sécurité, de la prospérité et de l'autonomie gouvernementale.

Exécutés en étroite coopération avec nos alliés, d'autres États membres de l'OTAN et des Nations unies, des organisations non gouvernementales et des gouvernements locaux, notre assistance humanitaire, nos secours aux victimes de catastrophes naturelles et nos opérations dans le domaine des affaires civiles témoignent de notre volonté de soulager les souffrances humaines. Nous faisons cause commune avec un grand nombre d'agences et de pays pour réagir en cas de famine, d'inondations et d'autres catastrophes naturelles en mettant à contribution les capacités logistiques uniques des États-Unis, notamment en matière de ponts aériens. Au Mozambique, par exemple, des pilotes américains de la Force Atlas ont

effectué plus de 600 sorties et acheminé près d'un millier de tonnes de marchandises aux sinistrés d'inondations. Pendant ce temps, des soldats du génie ont prêté main-forte à des gouvernements locaux pour construire des barrages, des « Marines » ont assuré les communications et les forces navales ont apporté un soutien médical. Aujourd'hui, plus d'un millier de patients par mois bénéficient de soins médicaux prodigués par des soldats des forces spéciales de la coalition en Afghanistan, souvent dans des villages isolés et sans médecins.

Nous avons recours à toutes sortes de moyens pour aider les pays qui ont du mal à éliminer les nids de terroristes dans les zones hors-la-loi, à enrayer la prolifération des armes de destruction massive et à promouvoir la stabilité économique. Les forces armées des États-Unis œuvrent à l'intégration avec leurs partenaires par le biais de la formation de militaires étrangers, de programmes d'échanges professionnels et d'exercices militaires. L'objectif ultime consiste à donner aux jeunes nations les moyens d'améliorer la sécurité à l'intérieur de leurs frontières, de gouverner dans le respect des règles d'humanité, de défendre l'État de droit, de nourrir et d'héberger leurs pauvres et de coopérer avec leurs voisins.

- Dans le cadre du plan Colombie, nous avons aidé le gouvernement de ce pays à former des soldats aux

opérations de lutte contre les stupéfiants et à assurer la sécurité de la population civile.

- Nous avons octroyé des fonds à la Géorgie pour financer la formation de personnels et l'acquisition de matériels essentiels en vue d'opérations à l'appui de la stabilité. Aujourd'hui, la Géorgie se prépare à envoyer en Irak des soldats formés et équipés par les États-Unis et qui auront pour tâche d'assurer la sécurité de la mission de l'ONU.

- En Afghanistan, la Coalition et l'OTAN aident une démocratie naissante à s'implanter pour la première fois dans la foulée d'élections au succès incontestable et à créer une armée professionnelle qui transcende les clivages ethniques et tribaux.

- Des soldats du monde entier, allant des simples secondes classes aux officiers supérieurs, viennent aux États-Unis pour parfaire leur instruction militaire, notamment en matière de formation au maintien de la paix ou d'instruction en vol, y compris dans des écoles supérieures de guerre. En outre, nous faisons participer nos officiers à des programmes d'échanges avec de nombreux pays dans le double souci d'étoffer nos programmes d'éducation militaire et d'encourager la découverte de cultures diverses.

- Par ailleurs, nous effectuons chaque année des dizaines d'exercices multinationaux à travers le monde en liaison avec un large éventail de partenaires. En voici des exemples : l'exercice « Cobra d'or » mené avec la Thaïlande et Singapour ; l'exercice « Lariat Response » avec les forces de l'OTAN ; et l'exercice « Cornerstone » (Clé de voûte), mené en association avec les forces armées de Moldavie, et qui a débouché sur la construction d'un centre médical capable de prendre en charge plus de 600 enfants.

- De même, nous coopérons et nous nous entraînons avec l'armée et le Corps des « marines » des Philippines en vue d'aider ce pays, notre allié dans la guerre livrée au terrorisme, à lutter contre des extrémistes violents.

- En Irak, la Coalition a formé plus d'une centaine de milliers de membres des forces de sécurité et revitalisé l'essentiel des infrastructures dans les domaines de la santé, de l'électricité, de l'adduction d'eau et de la collecte des eaux usées, qui ont été négligées pendant des dizaines d'années.

À travers le monde, nous voyons se manifester aujourd'hui les fruits de cette coopération dans le rayonnement de la stabilité économique et politique et, au bout du compte, dans l'amélioration de la qualité de la vie de millions d'êtres humains. Ce numéro de la présente revue électronique examine divers programmes des États-Unis, en rapport notamment avec l'assistance humanitaire et la formation de militaires étrangers, qui jouent un rôle essentiel dans le développement d'amitiés constructives et durables. En encourageant ces programmes interagences et à vocation internationale, nous pouvons contribuer à la stabilité et créer les conditions nécessaires à l'épanouissement des démocraties dans le monde entier. ■

INSTRUCTION ET FORMATION : UN TRONC COMMUN EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Lincoln Bloomfield

Le programme d'instruction et de formation militaires internationales (IMET, International Military Education and Training) revêt une importance plus grande que jamais, compte tenu des défis en matière de sécurité auxquels se heurtent les pays du monde entier. L'entraînement dispensé par l'IMET a aidé des pays à améliorer leur défense nationale, à planifier et à appliquer des réformes pertinentes et à développer les capacités voulues pour mieux contrer les menaces qui planent sur leur sécurité.



M. Lincoln Bloomfield, secrétaire d'État adjoint aux affaires politico-militaires, a été désigné par le président Bush et le secrétaire d'État, M. Colin Powell, représentant spécial du président et du secrétaire d'État pour l'action contre les mines. De surcroît, il préside la commission des affaires internationales, laquelle est responsable devant le Conseil présidentiel de la protection de l'infrastructure essentielle.

Depuis sa création en 1976, le programme international IMET d'instruction et de formation militaires est devenu une composante fondamentale de la politique étrangère et de sécurité nationale des États-Unis. Mis en œuvre par le ministère de la défense sous la direction du département d'État, l'IMET contribue à la formation de stagiaires d'environ 120 pays alliés et amis, principalement dans les écoles et autres établissements militaires des États-Unis. Plus de 11 000 personnes ont ainsi bénéficié de cette formation pour la seule année budgétaire 2003. Le secrétaire d'État, M. Colin Powell, est tellement convaincu du bien-fondé de ce programme qu'il en a pratiquement doublé le budget au cours des quatre dernières années en le faisant passer de 50 millions de dollars (année budgétaire 2000) à 92 millions de dollars (année budgétaire 2004).

L'IMET vise trois objectifs : a) renforcer les capacités des armées de pays alliés et amis en vue de leur participation efficace aux opérations de maintien de la paix et de stabilité entreprises sous les auspices de l'ONU ou d'autres institutions multinationales ; b) promouvoir l'interopérabilité avec les forces des États-Unis en familiarisant les bénéficiaires de l'IMET avec la doctrine militaire, la planification stratégique et les procédures opérationnelles et logistiques des États-Unis ; et c) forger des relations positives en matière de défense en facilitant les échanges de vues et la discussion des valeurs entre civils et militaires des États-Unis et d'autres pays, ce qui a pour effet de développer le respect et la compréhension mutuels au niveau tant professionnel que personnel. L'expérience nous enseigne que ce dernier objectif prime sur tous les autres. Que des amitiés cimentées dans le cadre de la formation IMET aient contribué de manière notable, au fil des ans, à la résolution de crises et d'importantes questions de politique étrangère, une myriade d'exemples le prouvent.

L'IMET revêt une importance plus grande que jamais, étant donné les défis de sécurité que doivent relever, ensemble, des pays du monde entier. La formation dispensée par l'IMET a aidé les pays bénéficiaires à



Plus de 1 000 militaires et civils suivent chaque jour des cours et programmes de la National Defense University (NDU) dans des installations situées à Washington et à Norfolk (Virginie). La NDU est une université accréditée qui décerne chaque année plus de 500 maîtrises à des étudiants du National War College et de l'Industrial College des forces armées américaines. En vertu d'accords conclus avec un certain nombre d'universités, les étudiants de l'Information Resources Management College peuvent obtenir quinze unités de valeur pour des études menées à bien à la NDU. Cette photo représente le National War College, situé sur le campus de la NDU. (Photo NDU)

rehausser leur capacité de défense nationale, à planifier et à mettre en œuvre des réformes en matière de défense et à développer les capacités qui leur permettent de mieux affronter les menaces pesant sur leur sécurité nationale. En outre, forts de l'instruction et de la formation dont ils ont bénéficié par le biais de l'IMET, les pays sont mieux placés pour jouer un rôle vital dans les opérations multinationales. Pour que des forces armées puissent opérer ensemble de manière efficace, les opérations militaires doivent être coordonnées à partir de la base. Ce résultat a d'autant plus de chance de se produire que les participants à tous les niveaux sont au diapason des compétences et des procédures en jeu.

Les cours de formation technique et d'instruction militaires (PME, Professional Military Education) qui sont dispensés dans le contexte de l'IMET produisent un tronc commun de connaissances sur les techniques, les tactiques et la doctrine militaires. Cette formule a fait ses preuves en Afghanistan et en Irak, où 29 des 50 pays sur le terrain ont bénéficié de l'IMET. Au cours de l'année budgétaire 2004, les États-Unis ont déboursé quelque 67 millions de dollars au titre de l'IMET, soit près des trois quarts du budget total de ce programme, pour des partenaires dans la guerre contre le terrorisme. Beaucoup d'autres pays prennent à leur charge, dans leur budget de la défense, l'inscription de certains de leurs ressortissants à l'IMET dans des écoles militaires des États-Unis. Quelle que soit la formule retenue, la capacité de lutter pour la paix et la stabilité dans un monde confronté au terrorisme se trouve rehaussée pour tous.

LA FINE FLEUR DE LEUR PAYS

Le succès de l'IMET se reflète également dans les sphères internationales du pouvoir. Depuis 1985, le programme de bourses de la National Defense University a assuré la formation de 471 officiers étrangers, dont 25 sont devenus des chefs d'État, des ambassadeurs, des ministres de la défense, des cadres supérieurs de l'administration ou des participants de haut niveau dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU. Nous sommes fiers de constater que les pays du monde entier apprécient et respectent les cours d'instruction et de formation militaires des États-Unis et qu'ils y inscrivent les éléments les plus brillants de leurs forces armées et de leur fonction publique. Nous tirons une juste fierté des résultats de l'IMET, programme qui encourage un échange de vues salutaire sur les questions de défense et qui donne aux participants, lors de leur séjour aux États-Unis, l'occasion de découvrir par eux-mêmes les valeurs de notre pays.

L'une des forces particulières de l'IMET tient à sa souplesse. Qu'ils soient suivis par un seul étudiant ou par un groupe de stagiaires, les cours peuvent être adaptés pour répondre à des besoins uniques. Dans certains cas, il est plus logique de dispenser la formation de l'IMET en dehors des États-Unis. De fait, des équipes mobiles d'instructeurs (MTT, Mobile Training Teams) peuvent être dépêchées dans le monde entier pour former des unités militaires amies ou instruire sur le terrain tout l'éventail des personnels d'un pays, civils et militaires, qui sont employés dans la défense. Grâce aux MTT, des instructeurs américains peuvent enseigner des compétences et des techniques militaires ponctuelles à un grand nombre de stagiaires, dans le même environnement et sous les mêmes conditions que celles dans lesquelles ces derniers devront au bout du compte faire leurs preuves – et cet objectif peut être atteint à moindre coût.

Les cours plus traditionnels de l'IMET, notamment ceux qui sont axés sur une instruction militaire professionnelle dispensée dans les écoles supérieures de Guerre des forces armées, représentent environ les trois quarts du programme. Le perfectionnement technique des officiers, des techniciens gradés et hommes de troupes et du personnel d'encadrement forme le reste du programme de l'IMET. Cette formation porte sur un large éventail de cours, dont le développement de compétences spécifiques nécessaires au fonctionnement et à l'entretien des systèmes d'armes ou à l'accomplissement de fonctions requises dans le cadre de spécialités professionnelles militaires, telles la

gestion de programmes et la logistique. D'autres cours présentent aussi de l'intérêt. C'est le cas, par exemple, des cours sur la survie par temps froid, qui enseignent les techniques nécessaires d'adaptation, ou de ceux sur le droit des marchés publics, qui expliquent les répercussions de ce droit sur la prise de décisions au quotidien dans la gestion des contrats.

Nous trions sur le volet les stagiaires qui vont bénéficier du perfectionnement de leurs compétences techniques et de notre instruction militaire. Conformément à la loi et à la politique des États-Unis, les considérations liées aux droits de l'homme tiennent une place déterminante dans le décaissement des fonds de l'IMET au profit de la formation militaire de forces étrangères. Le département d'État vérifie que tout stagiaire potentiel n'a jamais commis de violation grave des droits de la personne.

Les difficultés linguistiques auxquelles se heurtent certains stagiaires peuvent entraver la formation. L'IMET exige la maîtrise de l'anglais, condition indispensable pour suivre les cours et obtenir de bons résultats. C'est aussi une façon de créer un rapport et de faciliter la communication entre les stagiaires de divers pays. En Afghanistan et ailleurs, les équipes mobiles d'instructeurs ont donné des cours d'anglais à de futurs stagiaires pour les préparer à leur séjour aux États-Unis. Comme l'anglais est la langue des opérations internationales de maintien de la paix, l'acquisition de ces compétences linguistiques facilite la participation des pays à d'autres opérations multinationales ou des Nations unies.

LES VALEURS CIVILO-MILITAIRES

L'IMET encourage la participation d'un vaste parterre de stagiaires de façon à créer une saine culture militaire au sein d'un pays donné, et il a adapté ses cours en tenant compte de l'évolution de l'environnement de sécurité. D'une année sur l'autre, on voit s'affirmer la diversité de la participation à l'IMET, programme qui attire des stagiaires en dehors du cercle traditionnel des officiers. De fait, le nombre de participants civils a augmenté et comprend aujourd'hui des parlementaires, des membres de l'appareil judiciaire, des représentants d'organisations non gouvernementales et des employés d'organismes de la défense. Les cours du programme IMET élargi (E-IMET) portent sur toute une gamme de sujets, tels la justice militaire, les relations civilo-militaires, les droits de la personne, la primauté du droit et la gestion des ressources de défense, et ils visent à

inculquer des valeurs civilo-militaires constructives, clé de voûte de la stabilité de forces armées respectueuses des lois. Nous proposons des cours E-IMET parce que nous comprenons que le concours de responsables civils éclairés est essentiel à la construction d'un environnement propice au professionnalisme de l'armée dans une société démocratique.

À cet égard, l'IMET peut contribuer à transformer les points de vue de personnalités influentes dans d'autres sociétés. Non seulement il rehausse les capacités institutionnelles, mais il touche aussi les officiers et les soldats à titre individuel, influençant leurs vues sur les États-Unis et les valeurs qui leur sont chères. Notre conquête des cœurs et des esprits à travers le monde comptera pour beaucoup dans le succès de notre lutte mondiale contre le terrorisme. L'IMET aidera les États-Unis à atteindre cet objectif, un cœur à la fois. Ce programme continuera de s'adapter à l'évolution de la situation mondiale et il trouvera les moyens les plus efficaces et les plus pertinents de promouvoir nos intérêts nationaux tout en donnant à d'autres l'occasion de faire par eux-mêmes l'expérience des valeurs fondamentales des États-Unis que sont la démocratie, les droits de l'homme et la subordination de l'armée aux autorités civiles. ■

UNE LONGUE TRADITION DE COOPÉRATION ET DE SOUTIEN

Colonel George Topic

L'une des valeurs en laquelle l'Amérique croit le plus fermement est la nécessité constante d'aider les autres nations et de nouer des liens solides avec ses amis et alliés par l'entremise de programmes d'éducation, de formation et d'aide humanitaire. Au cours des soixante dernières années, une large gamme d'activités a permis d'établir des amitiés durables et a favorisé une compréhension mutuelle à tous les niveaux de par le monde.



Le colonel de l'armée de terre George Topic est professeur de logistique stratégique au Collège industriel des forces armées de la National Defense University à Washington. Diplômé du Collège de Claremont, il a fait des études militaires à l'École de commandement et de l'état-major général de l'armée de terre et à l'École supérieure de guerre de la marine, et a suivi les cours élémentaires et supérieurs d'officier d'intendance de l'armée de terre ainsi que le cours de développement des cadres logisticiens.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le ministère de la défense participe activement aux efforts d'aide humanitaire et, au cours des six dernières décennies, les activités entreprises dans ce domaine ont toujours occupé une place importante dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis. Le plan Marshall, le pont aérien de Berlin et de multiples autres initiatives ont concouru à la formation d'un robuste réseau d'alliances, de coalitions et d'amitiés qui ont contribué à promouvoir la coopération, à éviter les conflits et, avant tout, à atténuer les souffrances et la douleur de personnes dans le besoin.

Les travaux du ministère de la défense trouvent pour la plupart leur fondement juridique dans la loi de 1954 sur la sécurité mutuelle. Durant toute la période de la guerre froide, les forces armées américaines ont œuvré en étroite collaboration avec le département d'État et plusieurs autres agences fédérales, ainsi qu'avec diverses organisations internationales pour appuyer les efforts de développement et les secours aux victimes de catastrophes. Des milliers de membres des forces armées américaines ont pris part à diverses opérations, allant de l'apport de secours aux victimes de famines et de catastrophes à des mesures préventives en cas de crises imminentes, dans pratiquement tous les pays. Les interventions de grande envergure des États-Unis après le passage de l'ouragan Mitch dans les Caraïbes et après l'éruption du mont Pinatubo aux Philippines sont représentatives de centaines d'opérations analogues menées aux quatre coins du monde.

LOGISTIQUE ET TRANSPORTS

Les capacités exceptionnelles des forces américaines en matière de logistique et de transport sont particulièrement bien adaptées à la fourniture rapide d'aide humanitaire. Outre leur aptitude à acheminer des volumes considérables de produits divers jusque dans

UNE AIDE HUMANITAIRE DE 15 MILLIONS DE DOLLARS EST ACHEMINÉE PAR PONT AÉRIEN À LA RÉPUBLIQUE DU KIRGHIZISTAN

Sergent-chef Chuck Marsh

Une aide humanitaire de quinze millions de dollars est acheminée par pont aérien à la République du Kirghizistan
Sergent-chef Chuck Marsh

Base aérienne de Manas (Kirghizistan) – La plus importante aide humanitaire fournie à la République kirghize depuis 1991, date de son accession à l'indépendance, a été acheminée en septembre dernier par des C-17 Globemaster III de la base aérienne de McChord (État de Washington).

Des médicaments et fournitures médicales d'une valeur de quelque quinze millions de dollars ont été déchargés à l'aéroport international de Bichkek par du personnel de la 376^e escadre logistique expéditionnaire. Cette base aérienne est contiguë à l'aéroport civil. Ces fournitures, qui comprenaient des antibiotiques et médicaments contre le cancer, seront utilisées dans les hôpitaux du pays pour sauver des vies dans le cadre de l'opération « Provide Hope », programme d'aide médicale financé par le département d'État des États-Unis.

« Les États-Unis s'efforcent d'aider le peuple kirghize grâce à des programmes humanitaires et ils se servent de leurs capacités militaires » pour distribuer cette aide, a déclaré le

colonel Mark Glibbery, commandant adjoint de la 376^e escadre expéditionnaire. « La mission de la base aérienne de Manas consiste à soutenir les opérations menées en Afghanistan dans le cadre de la lutte mondiale contre le terrorisme, mais la possibilité que nous avons de soutenir l'opération » Provide Hope « contribue à donner aux communautés locales une image positive des forces armées américaines. »

« Mener à bien une telle opération exige la participation de l'ensemble du système, à tous les niveaux, du quartier-général et au-delà jusqu'à la base aérienne », a expliqué le colonel Glibbery.

« Je suis heureux d'apporter une contribution positive à cette tâche », a déclaré de son côté l'aviateur Joshua Onge, arrimeur de la 62^e escadre aérienne. Je vois tout ce qu'on fait dans ce domaine en Afghanistan et en Irak ; il est bon de pouvoir également aider d'autres parties du monde.

Le sergent-chef Chuck Marsh est spécialiste des relations publiques auprès de la 376^e escadre expéditionnaire de l'armée de l'air des États-Unis.

les zones les plus reculées du globe, leurs capacités de parachutage permettent aux États-Unis de faire parvenir des fournitures vitales dans les délais les plus brefs aux régions sinistrées où les victimes sont coupées du reste du monde. En outre, le personnel médical des forces armées américaines a reçu une formation tactique essentielle qui lui permet d'opérer pratiquement dans toutes les conditions, cette aptitude étant souvent nécessaire pour appuyer les opérations humanitaires. On citera à titre d'exemple de succès logistique l'appui fourni au milieu des années 1990 par l'armée de terre des États-Unis à la purification de l'eau destinée à plus d'un million de réfugiés en Afrique centrale, zone de déploiement particulièrement difficile.

Les capacités d'adaptation des cadres de l'armée américaine et la fluidité des systèmes de commandement et de contrôle y sont aussi pour beaucoup. Le meilleur exemple de l'emploi de ces capacités est l'intervention de la 1^{re} Force expéditionnaire des « Marines » à l'appui de l'opération « Sea Angel » (Ange de la mer) au Bangladesh

en 1991. Appelés à l'aide après le passage d'un typhon qui a fait plus de 130 000 morts, les Marines, qui avaient déjà entrepris leur redéploiement après l'opération « Tempête du désert », ont changé de cap en plein océan. Leur rapidité et leur efficacité, ainsi que celles de nombreux autres organismes gouvernementaux et internationaux, ont permis de sauver des dizaines de milliers de vies. Les plans de l'opération ont été élaborés incontinent, alors même que la force expéditionnaire faisait route vers le golfe du Bengale en vue d'entreprendre les opérations de secours.

La loi de 1961 sur l'aide à l'étranger a défini le contexte et fourni les fonds qui ont permis la mise en œuvre de nombreux programmes d'aide humanitaire particulièrement actifs au cours des 40 ans écoulés. En vertu des dispositions de cette loi, des unités des forces armées ont été déployées pour assurer la réfection d'établissements médicaux, la construction d'écoles, de puits et de routes, et la fourniture d'aide dans les domaines de l'assainissement, des soins préventifs et de la



Base aérienne de Manas (Kirghizistan) – Ces camions vont transporter les médicaments et fournitures médicales d'une valeur de plus de 15 millions de dollars dans le cadre de l'opération « Provide Hope ». Ces fournitures seront acheminées par un C-17 Globemaster III de l'armée de l'air américaine de la base aérienne McChord, située dans l'État de Washington. (Photo de l'armée de l'air américaine prise par le sergent-chef Chuck Marsh).

santé. Ces programmes sont exécutés sous la coordination et la direction de l'ambassadeur des États-Unis et de son équipe dans le pays concerné.

SURPLUS

Le ministère de la défense fournit un appui humanitaire supplémentaire aux pays alliés et amis des États-Unis pour le biais du Programme des biens excédentaires. Au fil des ans, de l'équipement médical, du matériel de transport, ainsi que des fournitures administratives et générales ont été offerts à faible coût ou gratuitement à ces pays. Des hôpitaux, des dispensaires et des installations communautaires dans le monde entier ont été équipés grâce à ce programme. Cet appui est accordé en sus des fonds octroyés au titre des programmes de financement militaire pour l'étranger, de soutien économique et autres.

Depuis 1985, l'amendement Denton (à la loi de 1961 sur l'aide à l'étranger) a autorisé le transport de secours humanitaires et de divers biens en rapport avec ces secours à bord d'avions des forces américaines lorsqu'il y a de la place disponible, afin d'appuyer les programmes d'aide. Des milliers de tonnes de marchandises ont été acheminées de la sorte, non seulement pour les organismes du gouvernement américain mais également pour les Nations unies, des organisations non gouvernementales et des organismes caritatifs privés. C'est ainsi qu'il y a plusieurs années, un officier de l'armée de terre des États-Unis affecté en Ukraine a décidé de sa propre initiative d'équiper les dispensaires de plusieurs petites villes du pays. Après avoir sollicité des dons de matériel alors qu'il était en permission aux États-Unis, il a coordonné leur

transport dans le cadre de l'amendement Denton et, pratiquement seul, a doté trois villes ukrainiennes d'un établissement médical.

Les États-Unis figurent parmi les grands partenaires et appuis des initiatives régionales et internationales de secours ainsi que d'autres efforts humanitaires. Le ministère de la défense fournit également des appuis logistiques à des missions humanitaires des Nations unies et en assure la coordination. Les États-Unis ont participé à l'opération des Nations unies menée sous la direction de l'Australie au Timor oriental, opération qui est considérée comme un exemple classique d'intervention multinationale efficace.

Les forces armées des États-Unis sont engagées dans nombre d'autres domaines. Le Plan d'action antimines des États-Unis, qui a pour objet de réduire les dangers présentés par les mines et munitions non explosées, dont certaines datent de la Deuxième Guerre mondiale ou d'avant, est en vigueur depuis des années. Son application a permis la remise en valeur de terres qui étaient restées inexploitable pendant des décennies.

Par ailleurs, la marine et les garde-côtes des États-Unis exécutent chaque année des centaines d'opérations de recherche et sauvetage. Ils portent également assistance en mer à des réfugiés entassés dans des embarcations surchargées et instables.

L'aide d'urgence est souvent fournie pour faire face aux besoins du moment mais, au fil des ans, toute une gamme de programmes et de grandes initiatives coopératives de formation et d'éducation s'est développée. Outre le Programme d'instruction et de formation militaires internationales, qui finance des stages aux États-Unis à l'intention de cadres des forces armées et de fonctionnaires d'autres pays, une part non négligeable des fonds d'aide fournis par les États-Unis aux forces armées étrangères est employée à des fins d'éducation, de formation et de renforcement de l'appui aux populations civiles dans le monde entier. Les équipes de formation médicale des forces américaines ont été déployées dans près d'une centaine de pays et des spécialistes étrangers bénéficient constamment de stages de formation aux États-Unis. De même, les Forces des opérations spéciales des États-Unis exécutent souvent des activités de formation et des campagnes d'information dans des pays et régions en développement, et leurs services sont fort appréciés des ambassadeurs et de leurs équipes.

UNE DIFFÉRENCE APPRÉCIABLE

L'aide altruiste et la formation d'amitiés solides figurent parmi les valeurs fondamentales auxquelles le peuple américain est attaché, et l'aide humanitaire est l'expression visible de la volonté et de la capacité des États-Unis d'exercer une influence positive dans le monde. Le ministère de la défense joue un rôle de premier plan dans les efforts déployés à cette fin, et ses programmes et opérations ont sauvé de nombreuses vies et en ont enrichi d'autres plus nombreuses encore.

L'armée des États-Unis a également bénéficié de sa participation à ces opérations. De nombreux responsables de haut niveau ont noué des liens d'amitié durables avec leurs homologues. Le personnel des forces armées, à tous les niveaux, bénéficie de ces contacts, échanges et activités de coopération, qui accroissent la sensibilité culturelle et mettent en valeur de nouveaux modes de pensée. Enfin, les logisticiens bénéficient d'une formation pratique précieuse du fait de leur participation aux déploiements et opérations humanitaires qui se situent souvent dans un environnement difficile, ce qui est tout aussi important.

Le colonel de l'armée de terre George Topic est professeur de logistique stratégique au Collège industriel des forces armées de la National Defense University à Washington. Diplômé du Collège de Claremont, il a fait des études militaires à l'École de commandement et de l'état-major général de l'armée de terre et à l'École supérieure de guerre de la marine, et a suivi les cours élémentaires et supérieurs d'officier d'intendance de l'armée de terre ainsi que le cours de développement des cadres logisticiens. ■

UN CENTRE POUR LES HANDICAPÉS

Abdelsalem Harrath

En Tunisie, la perspicacité des responsables locaux, soutenue moralement et financièrement par le Programme d'aide humanitaire du ministère de la défense des États-Unis, a considérablement amélioré la vie des enfants handicapés de la ville de Sidi Bou Ali, en leur offrant notamment de nouvelles possibilités en matière d'éducation.

La ville ne disposait pas de ressources financières suffisantes pour répondre aux besoins d'éducation des jeunes handicapés mentaux. En outre, l'augmentation du nombre d'enfants handicapés dans les régions avoisinantes faisait de la construction d'une école spécialement adaptée à leurs besoins une urgence de plus en plus pressante. Les plans retenus, révolutionnaires par leur conception, prévoyaient la mise en place d'un centre d'assistance sociale dans le cadre d'une infrastructure scolaire.

Par l'entremise de l'Ambassade des États-Unis à Tunis, le Programme d'aide humanitaire du ministère de la défense a généreusement fourni l'appui financier et l'équipement technique nécessaires à la construction du bâtiment. Grâce à quoi un nouvel établissement entièrement meublé et équipé accueille aujourd'hui un nombre accru d'enfants handicapés et améliore la qualité de leur éducation.



Abdelsalem Harrath est spécialiste en éducation à Sidi Bou Ali (Tunisie).

L'initiative a produit des résultats immédiats, visibles dans le comportement des 66 enfants inscrits à l'école. De réels progrès ont notamment été accomplis sur le plan de l'autonomie. Certains enfants souffrant de graves handicaps sont à présent relativement indépendants et manifestent une confiance accrue dans leurs capacités lors de leurs contacts avec les gens dans les locaux où ils évoluent. D'autres



Le Centre d'assistance sociale pour enfants mentalement handicapés de Sidi Bou Ali, en Tunisie, qui a été construit avec une aide financière du Programme d'assistance humanitaire du ministère de la défense et l'aide de l'Ambassade des États-Unis.

ont fait des progrès en expression orale et dans leurs aptitudes à produire des objets artisanaux. Les résultats les plus remarquables sont ceux obtenus par certains élèves qui ont pu retourner à l'école publique.

À un niveau plus général, l'établissement a sensibilisé l'opinion nationale, suscité une prise de conscience et amené à une révision des attitudes du public envers les handicapés. Les gens font preuve d'une compassion plus grande et comprennent mieux les défis et les problèmes auxquels ces enfants se heurtent, et le mandat d'intégration de l'école est un exemple concret de la démocratisation de l'enseignement dans la société. ■

Les opinions exprimées dans le présent rapport ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Dr Matthew Lim

Les populations militaires, relativement jeunes et mobiles, sont tout autant menacées par le VIH que la population générale, voire davantage. L'infection, à des taux élevés, peut entraver l'exécution des missions internationales de maintien de la paix ainsi que la conduite d'opérations nationales et régionales. C'est pourquoi les États-Unis œuvrent à la promotion de la santé et du mieux-être du personnel des forces armées étrangères du monde entier. Le programme de prévention du VIH/sida du ministère de la défense des États-Unis vise à enrayer les effets dévastateurs du sida au sein des communautés militaires étrangères.



Le docteur Matthew L. Lim, capitaine de corvette, est le directeur du Programme de prévention du VIH/sida du ministère de la défense des États-Unis. Membre de l'American College of Physicians, il est spécialisé en médecine interne et en maladies infectieuses.

À une époque caractérisée par la rapidité des voyages internationaux, la porosité des frontières et la présence d'États-nations instables, les maladies infectieuses émergentes constituent une grave menace pour la sécurité et le développement dans le monde. Parmi ces maladies, le VIH/sida est particulièrement dévastateur, parce que la destruction et les souffrances qu'il entraîne ne sont pas limitées aux seules personnes infectées. Les nombreux décès de certains de leurs citoyens les plus instruits et les plus productifs que connaissent les pays les plus durement frappés par le VIH/sida ont des répercussions dévastatrices sur le plan économique ; dans de nombreux pays africains, des décennies de progrès économiques sont ainsi réduites à néant. La perte d'enseignants prive les générations futures d'éducation. Le décès de parents fait des millions d'orphelins.

Le VIH/sida représente en outre une grave menace pour la sécurité internationale et l'économie mondiale. Dans son allocution du 21 septembre 2004 à l'Assemblée générale des Nations unies, le président George W. Bush a décrit le sida comme étant « la crise sanitaire la plus grave de notre époque ».

Les populations militaires, relativement jeunes et mobiles, sont tout autant menacées par le VIH que la population générale, voire davantage. L'infection au sein des forces armées, à des taux élevés, peut entraver l'exécution des missions internationales de maintien de la paix et le maintien de la sécurité de la nation concernée, ce qui peut aboutir à une déstabilisation régionale et à l'intensification des conflits. C'est pourquoi la promotion de la santé et du mieux-être du personnel des forces armées étrangères du monde entier est dans l'intérêt des États-Unis.

Depuis 1999, le Programme de prévention du VIH/sida du ministère de la défense des États-Unis (DHAPP), établi à San Diego (Californie), supervise les efforts de prévention déployés par l'armée des États-Unis auprès des forces armées d'autres pays. Administré par le Centre

naval de recherches sur la santé de la Marine des États-Unis, ce programme peut faire fond sur près d'une vingtaine d'années d'expérience dans le domaine de l'épidémiologie et de la prévention du VIH/sida. En 2004, ce programme avait déjà concerné 41 pays de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie centrale, de l'ex-Union soviétique et du bassin du Pacifique.

Deux autres programmes du ministère de la défense des États-Unis portent sur le VIH/sida. La Defense Security Cooperation Agency (DSCA) peut mettre sur pied des entités rudimentaires faisant fonction de centres de dépistage volontaire et de conseil, de dispensaires ou de laboratoires spécialisés dans la lutte contre le VIH/sida. Elle peut également fournir du matériel excédentaire, réparable ou en état de marche, du ministère de la défense et elle appuie le programme de Ventes aux forces armées étrangères, qui a fait récemment l'acquisition de matériel de laboratoire lié au VIH/sida. Par ailleurs, le Programme de recherches des forces armées américaines sur le VIH assure une surveillance épidémiologique moléculaire d'échantillons de VIH et participe, avec les Instituts nationaux de la santé, aux essais de vaccins contre le VIH.

À l'étranger, le Programme de prévention du sida œuvre en étroite coopération avec le personnel du département d'État des États-Unis et les forces armées étrangères pour renforcer les capacités de celles-ci à faire face au fardeau du VIH/sida. Le programme s'efforce en outre d'établir des liens plus actifs avec les organisations non gouvernementales (ONG), sachant qu'elles possèdent souvent une grande expérience et qu'elles constituent un point d'accès utile dans les pays étrangers.

Le processus d'appel de propositions du Programme de prévention du sida pour susciter la participation des ONG s'est avéré remarquablement efficace par rapport aux coûts. C'est ainsi, par exemple, qu'un accord a été conclu avec Drew University pour mettre en œuvre un programme d'éducation sur le VIH à l'intention de l'armée angolaise ; en moins de deux ans, près de la moitié de tous les militaires en service actif en ont bénéficié. Dans de nombreux pays, les projets appuyés par le DHAPP sont les premiers efforts associant les forces armées et les ONG.

Le Programme de prévention du sida octroie des fonds pour mener des enquêtes sur les connaissances, attitudes et pratiques des troupes étrangères et fournit du matériel d'éducation et de formation. Ces enquêtes et ce matériel sont conçus et utilisés compte tenu du contexte culturel

avec l'approbation et la pleine participation des autorités militaires du pays hôte. En outre, le Programme de prévention du sida offre un appui au diagnostic et au traitement des maladies sexuellement transmissibles, lesquelles sont des facteurs de risque reconnus de la transmission du VIH. L'une des principales interventions a consisté à développer les centres de dépistage volontaire et de conseil pour identifier les personnes contaminées par le VIH, leur offrir des services de soutien et les orienter vers les traitements adéquats. Parallèlement, le Programme de prévention du sida soutient les efforts visant à réduire l'ostracisme et l'opprobre qui frappent les séropositifs, à améliorer leurs conditions de vie et à encourager le recours aux centres de dépistage volontaire et de conseil. Le Programme de prévention du sida aide également les armées qui souhaitent procéder à une détection du VIH au sein de l'ensemble de leurs effectifs, ce qui fournit les estimations les plus valables de l'ampleur de l'épidémie et permet d'autre part d'évaluer l'efficacité des efforts de prévention.

Le Programme de prévention du sida participe également à l'expansion des infrastructures médicales. Cela a consisté dans le passé en la fourniture d'ordinateurs et d'imprimantes, d'abonnements à Internet et d'autres instruments de gestion de l'information ainsi qu'en l'achat de matériel de laboratoire (trousses de diagnostic du VIH, compteurs de numération lymphocytaire et autres appareils sophistiqués).

Le Programme de prévention du sida est également l'une des principales instances de promotion des activités d'information concernant la maladie. Il procède notamment par le biais d'une collaboration avec l'Université de Californie à San Diego et avec le Centre médical naval de San Diego pour dispenser dans cette ville aux médecins militaires étrangers un cours intensif d'un mois portant sur l'épidémiologie clinique, les éléments fondamentaux de virologie, l'expérience clinique en matière de traitement (notamment sur l'emploi des antirétroviraux), ainsi que sur les aspects sociaux, psychologiques et spirituels des soins à dispenser aux patients séropositifs et sidéens. À ce jour, 44 personnes ont suivi ce cours. À l'étranger, le programme parraine des ateliers régionaux de deux ou trois jours à l'intention de représentants des forces armées, dans le cadre desquels des responsables de la santé de plusieurs pays présentent divers sujets ayant trait aux soins médicaux et à la recherche au niveau régional. Le programme espère développer la formation dans un avenir proche pour y inclure, en

collaboration avec l'Association des maladies infectieuses d'Amérique du Nord, un cours sur le VIH à l'intention des forces armées ougandaises.

L'un des grands principes du Programme de prévention du sida est d'appuyer les stratégies locales des pays concernés, sans chercher à imposer une solution extérieure. Généralement, le pays hôte prend contact avec le Programme de prévention du sida soit directement (par exemple au moyen du site Internet du programme à <http://www.nhrc.navy.mil/programs/dhapp/index.html>), soit par l'entremise de l'ambassade des États-Unis. Une fois la relation établie, le pays hôte présente une proposition de financement par l'intermédiaire de l'ambassade ; le Programme peut offrir une aide à l'élaboration de la proposition, cette aide pouvant consister à envoyer dans le pays des membres de son personnel.

Le pays hôte soumet alors sa proposition dont les mérites sont évalués en fonction des besoins, des éléments de la proposition elle-même et des priorités de financement du ministre de la défense et du commandement régional intéressé. Des propositions complémentaires annuelles peuvent être présentées en vue de l'obtention d'appuis de suivi. Ce processus permet d'attribuer les fonds là où les besoins sont les plus pressants et d'éliminer la répétition inutile de ces efforts par d'autres organismes du gouvernement des États-Unis ou des ONG. L'objectif du Programme est d'obtenir un renforcement permanent des capacités des systèmes de santé des pays hôtes, qui leur permet de parvenir à l'autonomie en l'espace de quelques années ; le Programme facilite ainsi l'établissement d'un véritable partenariat entre égaux entre les États-Unis et les nations étrangères.

Ces principes ont été particulièrement bien illustrés par le projet Phidisa en Afrique du Sud. Cette étude novatrice portant sur le traitement du VIH/sida, la plus vaste en son genre jamais entreprise, est menée en collaboration par les Forces de la défense nationale sud-africaine, l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses et le Programme de prévention du sida (représentant le ministère de la défense). Le directeur clinique du programme, le capitaine en retraite Stéphanie Brodine, est membre du comité exécutif des essais et le Programme a financé le déploiement de 15 médecins militaires américains qui font fonction de cliniciens en Afrique du Sud. Lorsqu'il sera pleinement doté, le projet Phidisa offrira des traitements (comportant notamment lorsqu'il y aura lieu l'administration d'antirétroviraux sur

financement de l'Institut national de la santé des États-Unis) à quelque 50 000 soldats sud-africains, y compris aux membres de leur famille.

L'évolution récente la plus importante du DHAPP a été la collaboration avec le Plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR). Cette initiative sans précédent lancée par le président Bush et dotée d'un budget de 15 milliards de dollars vise à dispenser un traitement antirétroviral de grande efficacité à deux millions de sidéens en l'espace de cinq ans. Des représentants du Programme de prévention du sida participent à l'évaluation et au suivi des activités du PEPFAR. La coopération entre ces deux programmes a pour effet d'harmoniser et d'unifier les positions des États-Unis dans le domaine de la prévention et du traitement du VIH/sida dans le monde et de réduire les redondances. Dans plusieurs cas, le travail d'équipe fourni par le Programme de prévention du sida et le PEPFAR a favorisé l'établissement de relations plus étroites dans les pays hôtes entre les autorités sanitaires militaires et civiles.

Au cours des quatre années écoulées depuis sa création, le Programme de prévention du sida s'est développé pour devenir une initiative véritablement mondiale. Il renforce les relations entre les États-Unis et les pays étrangers en contribuant à enrayer la propagation de la maladie, (avec l'espoir d'inverser la tendance actuelle) et de réduire les effets dévastateurs du sida sur les forces armées étrangères. Il faudra impérativement déployer un effort massif, concerté et soutenu pour parvenir à endiguer la maladie et les risques de destruction économique, de troubles sociaux et d'instabilité politique dont elle est porteuse. ■

L'ANGOLA ET LES ÉTATS-UNIS LUTTENT ENSEMBLE CONTRE LE VIH/SIDA

Eric Bing

Le ministère de la défense des États-Unis a financé l'envoi en Angola d'une équipe de spécialistes de la Charles R. Drew University of Medicine and Science de Los Angeles (Californie) dans le but d'aider l'armée angolaise à établir et appliquer un plan stratégique de lutte contre le VIH/sida. Cette collaboration entre l'Angola et les États-Unis a permis de mettre sur pied un programme de prévention, de réunir des données sur la prévalence du VIH dans les forces armées angolaises, de former du personnel militaire spécialisé dans le traitement du VIH et la santé publique, et d'ouvrir des postes de dépistage du VIH dans les zones frontalières angolaises.



Le Dr Eric Bing, PHD, MPH, est le directeur de la recherche et de l'information sur le sida à la Charles R. Drew University of Medicine and Science située à Los Angeles (Californie) et professeur adjoint de psychiatrie et de comportement humain à la faculté de psychiatrie de ladite université.

Un membre des forces armées angolaises, le soldat Gaspar (25 ans), était malade depuis des mois. Il se sentait fatigué, perdait du poids et s'enrhumait de plus en plus fréquemment. Il ne s'expliquait pas pourquoi il se sentait aussi mal en point alors que la situation s'améliorait enfin autour de lui. En effet, la guerre civile avait pris fin en Angola et, pour la première fois depuis que Gaspar avait vu le jour, son pays connaissait une paix stable. Sa jeune épouse et lui désiraient avoir un enfant. Il allait maintenant en classe pour apprendre à lire et à écrire. Malgré cela, sa santé continuait à se détériorer. Le soldat Gaspar apprit bientôt qu'il était séropositif.

L'armée américaine prend des mesures pour aider les soldats comme Gaspar. Le ministère de la défense des États-Unis collabore étroitement avec les forces militaires africaines pour informer leur personnel sur le VIH/sida et combattre l'épidémie. D'après le Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), même en temps de paix, les taux de VIH sont de deux à cinq fois plus élevés chez les soldats que dans l'ensemble de la population. Les militaires de l'Afrique subsaharienne, où les taux d'infection sont élevés, sont particulièrement exposés à cette maladie. Les soldats, qui vivent loin de chez eux pendant de longues périodes, trouvent facilement des partenaires sexuels. Ils consomment en outre beaucoup d'alcool, ce qui émousse leurs facultés et les rend plus enclins à adopter un comportement sexuel à risque.

En 2001, le ministère américain de la défense a financé l'envoi en Angola d'une équipe de la Charles Drew University of Medicine and Science de Los Angeles (Californie) pour qu'elle aide l'armée angolaise à concevoir et à appliquer un plan stratégique de lutte contre le VIH/sida. La collaboration américano-angolaise a permis de mettre sur pied un programme de prévention du VIH, de réunir des données sur la prévalence du VIH dans l'armée angolaise, de former du personnel militaire spécialisé dans le traitement du VIH et la santé publique, et d'ouvrir des centres de dépistage du VIH dans les zones frontalières angolaises.

Le programme américano-angolais de prévention du VIH décrit la façon dont se propagent le VIH et les

autres maladies sexuellement transmissibles, explique comment utiliser convenablement un préservatif et comment la consommation d'alcool peut accroître le risque de contamination, et met l'accent sur l'importance du dépistage du VIH. Trente spécialistes de la prévention du VIH ont reçu une formation intensive dans le cadre de ce programme et ont été chargés de former d'autres militaires. Rien que pendant les deux premières années de ce programme, les messages de prévention ont atteint plus de 40 000 militaires et la demande de préservatifs et de tests de dépistage du VIH s'est considérablement accrue. L'équipe américano-angolaise a reçu des U.S. National Institutes of Mental Health (Institut national de la santé mentale) une aide supplémentaire qui lui permet d'évaluer l'efficacité du programme militaire de prévention du VIH.

Pour combattre efficacement le VIH/sida en Angola, il faut posséder des données exactes sur l'étendue de la maladie dans ce pays. En 2003, une équipe américano-angolaise a procédé à une enquête auprès de quelque 3 000 soldats dans l'ensemble du pays. Celle-ci a permis de constater que la plupart de ces militaires avaient un comportement qui leur faisait courir de très gros risques de contamination par le VIH et que peu d'entre eux savaient comment se protéger efficacement contre une infection. Ces soldats ont été soumis à des tests dans le but de déterminer la prévalence de la maladie dans les forces armées angolaises. Alors qu'ils couraient tous des risques d'infection, 91 pour cent d'entre eux n'avaient jamais subi de test de dépistage. Les données recueillies lors de cette enquête sont déjà utilisées pour aider à améliorer les programmes de lutte contre le VIH/sida dans les forces armées angolaises.

Bien que les médicaments antirétroviraux commencent tout juste à faire leur apparition en Angola, des médecins militaires angolais ont déjà été formés à l'administration du traitement contre le VIH. Deux d'entre eux ont reçu une formation clinique intensive au Naval Health Research Center de San Diego (Californie) en 2003 et ont commencé à former d'autres médecins en Angola.

La collaboration entre l'Angola et les États-Unis a également encouragé la formation de personnel angolais de la santé publique. Ainsi, trois médecins angolais sont venus aux États-Unis pour recevoir trois mois de formation en épidémiologie et en santé publique à l'université Drew et à l'université de Californie à Los Angeles (UCLA). Ils ont ensuite regagné l'Angola pour y diriger des programmes de dépistage du VIH, d'aide aux laboratoires et de planification stratégique. Un quatrième médecin prépare

actuellement une maîtrise en santé publique à l'UCLA de façon à pouvoir diriger les programmes de recherche de l'armée angolaise à son retour au pays.

Enfin, la collaboration entre l'Angola et les États-Unis permet d'étendre la prévention du VIH dans l'ensemble du pays en diffusant des conseils et en procédant à un dépistage volontaire dans les zones frontalières. Grâce au financement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'armée angolaise participe, avec le ministère angolais de la santé, à la construction ou à la rénovation de centres de dépistage du VIH, ce qui permettra de proposer un dépistage aux militaires et de les conseiller avant et après qu'ils auront pris connaissance du résultat de leur examen médical. Ces centres apprennent aussi aux soldats à se protéger et à protéger les autres de l'infection par le VIH/sida. Cette collaboration renforce les compétences techniques du personnel local de la santé publique et assure une disponibilité permanente du dépistage du VIH dans ces zones.

L'armée américaine a un important rôle à jouer dans la lutte contre le VIH/sida dans les armées étrangères. Le soldat Gaspar est maintenant traité par des médecins formés dans le cadre du programme américano-angolais. L'hôpital militaire a diagnostiqué que son épouse était également séropositive. Elle est actuellement enceinte de huit mois et reçoit un traitement antirétroviral pour améliorer sa santé et prévenir la transmission du VIH à son bébé. Grâce à une prise de conscience plus aiguë du VIH et à une plus grande disponibilité du dépistage et des traitements, l'équipe militaire américano-angolaise espère éviter un accroissement des taux d'infection et assurer à des gens comme le soldat Gaspar, son épouse et leur enfant à naître, les soins dont ils ont besoin.

Des renseignements sur un documentaire de la chaîne PBS (Public Broadcasting System) relatif au VIH dans les forces armées angolaises, dans lequel apparaissent le soldat Gaspar et son épouse, peuvent être obtenus sur le site suivant : <http://www.pbs.org/wnet/wideangle/shows/angola/>. Pour commander ce film, veuillez contacter M. Micah Fink à fink@thirteen.org. Des renseignements plus généraux sur le programme de lutte contre le sida du ministère américain de la défense sont disponibles sur le site <http://www.nhrc.navy.mil/programs/dhapp/>. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

LA FORMATION DES DÉMINEURS

Rodney Robideau et Lloyd Carpenter

Le déminage est une activité extrêmement dangereuse. Le Centre de formation au déminage humanitaire du ministère américain de la défense (U.S. Department of Defense Humanitarian Demining Training Center, ou HDTC) a été créé pour assurer la conformité de toute la formation qu'il dispense aux Normes internationales de lutte contre les mines et pour identifier, évaluer et enseigner des méthodes plus sûres de mener à bien les opérations de déminage dans le cadre du Programme de lutte contre les mines du gouvernement américain.

Le déminage humanitaire est un domaine connu pour sa constante évolution. Des techniques nouvelles offrent continuellement des méthodes plus sûres de détection et de destruction des mines terrestres qui permettent de mettre des civils innocents à l'abri d'un danger de mort et de blessures. Le problème consiste à intégrer de tels progrès dans les activités de la vaste communauté des responsables de l'élimination des mines et de faire en sorte que ces progrès se reflètent dans les programmes actuels de formation des démineurs – ce que fait le personnel du Centre de formation au déminage humanitaire du ministère américain de la défense.

Cet établissement a été créé en 1996 au Fort Leonard Wood (Missouri). Depuis cette date, il a formé plus de 1 500 soldats américains qui ont ensuite été envoyés dans 34 pays affectés par les mines pour y former des équipes locales de démineurs. En décembre 2003, le centre a été transféré du ministère de la défense à la Defense Security Cooperation Agency (DSCA). C'est la DSCA qui fournit les fonds et l'orientation opérationnelle nécessaires.



Rodney Robideau est directeur du Centre de formation au déminage humanitaire. Lloyd Carpenter est directeur de cours au HDTC.



Le sergent Oscar Gonzalez, de l'armée hondurienne (Commandement Alfa) plante un drapeau rouge dans le sol en signe de danger, près de l'endroit où il a découvert une mine terrestre grâce à son détecteur de métaux. Le sergent Gonzalez fait la démonstration des techniques de déminage durant des opérations menées à Las Canoas, Choluteca, à 188 kilomètres au sud de Tegucigalpa (Honduras). Depuis 1995, le Commandement Alfa a découvert et détruit quelque 2 189 mines dans le cadre d'un programme de déminage humanitaire. (Photo AP/Ginnette Riquelme)

LE MINISTÈRE AMÉRICAIN DE LA DÉFENSE FOURNIT DES CHAISES ROULANTES À L'IRAK

Donna Miles

Plusieurs centaines d'Irakiens ont retrouvé leur mobilité grâce à un partenariat entre les secteurs public et privé américains qui permet de fournir des chaises roulantes aux victimes de la guerre, de handicaps et de maladies.

Quelque 280 chaises roulantes offertes par des églises et donateurs privés par l'intermédiaire de la Wheelchair Foundation ont été livrées en Irak en décembre 2003 et sont en cours de distribution à travers le pays. La Defense Security Cooperation Agency (DSCA) a organisé et payé le transport de ces chaises roulantes en coopération avec le département d'État. C'est une organisation non gouvernementale, Life for Relief and Development, qui supervise leur distribution.

« Il s'agit d'un bel exemple de partenariat entre les secteurs public et privé », affirme Judith McCallum, qui coordonne le transport de l'assistance humanitaire pour la DSCA. C'est un moyen, pour le ministère américain de la défense, de collaborer avec des organisations non gouvernementales pour aider les gens dans le besoin. À ce jour, Life for Relief and Development a distribué ces chaises roulantes à Bagdad, à Tikrit, à Karbala ainsi que dans la province de Wasit. Un autre envoi de 500 à 600 chaises roulantes est prévu pour juin.

Ce projet entre dans le cadre des efforts déployés par la DSCA pour soutenir les programmes américains d'assistance humanitaire à travers le monde, a expliqué Mme McCallum. L'objectif est de renforcer les alliances

et partenariats des États-Unis, de faire mieux connaître l'Amérique et d'accroître la confiance qu'elle inspire. À l'automne dernier, la DSCA avait pris part à une initiative semblable, l'Opération Afghanistan, dans le cadre de laquelle 5 000 chaises roulantes avaient été distribuées à des Afghans handicapés. Cette agence avait organisé et payé l'expédition des chaises roulantes à Kaboul, le soutien logistique de cette opération étant assuré sur le terrain par l'armée américaine.

« Nous sommes dans ce pays pour témoigner de l'amour et de l'amitié que lui porte le peuple américain », a déclaré le fondateur de la Wheelchair Foundation, M. Kenneth Behring, devant les quelque 300 personnes qui s'étaient rassemblées pour assister à la distribution. « Nous sommes ici pour vous montrer que nous nous intéressons à votre sort. Notre désir est de vous donner de l'espoir, de vous aider à obtenir la liberté et la dignité afin que vous puissiez jouir plus pleinement de votre existence. »

L'objectif de la Wheelchair Foundation est de fournir une chaise roulante à toutes les personnes qui en ont besoin, mais qui n'ont pas les moyens de s'en procurer. Depuis 2000, la Fondation a fait don de plus de 160 000 chaises roulantes dans une centaine de pays.

Donna Miles couvre les questions militaires et la défense pour l'American Forces Press Service, agence de presse du ministère américain de la défense. (<http://www.defenselink.mil/news/articles.html>)

Le participant typique aux cours de déminage humanitaire est issu de la Force d'opérations spéciales de l'armée. Les diplômés peuvent se voir confier des missions dans l'un des 43 pays affectés par des mines qui reçoivent actuellement des fonds des États-Unis. Ces missions vont de l'établissement d'un nouveau programme de déminage au soutien d'opérations de déminage en cours dans le pays en question.

Les soldats des forces spéciales sont tout indiqués pour ce genre de travail en raison de leurs fréquentes affectations en dehors des États-Unis et de la formation qu'ils ont reçue en matière de sensibilisation aux cultures étrangères, ce qui est important car ils établissent souvent des relations étroites avec leurs homologues et élèves locaux.

Durant la première des deux semaines de cours, le programme est le même pour tous. Il met l'accent sur les principes essentiels de la planification de la mission, sur la politique américaine et sur les Normes internationales

de lutte contre les mines (IMAS), qui ont été établies en 1997 par un groupe de travail des Nations unies et font l'objet de révisions périodiques. Tous les élèves sont exposés aux rigueurs du déminage et se familiarisent, dès le début, avec les détecteurs de mines et les techniques de base du déminage. Durant cette phase, ils revêtent tous une tenue et un équipement de protection pour localiser et mettre à jour des mines enfouies dans un couloir expérimental d'un mètre de large tout en s'entraînant aux méthodes et techniques sûres d'élimination des mines. Les novices prennent rapidement conscience des difficultés et du caractère fastidieux des activités auxquelles ils doivent se livrer avant de se préparer à détruire une mine et qui consistent notamment à débroussailler le terrain et à éviter les fils tendus en guise de traquenard.

Durant la seconde semaine, ils se familiarisent avec les responsabilités associées aux missions qui vont leur être confiées. Les soldats des forces spéciales mettent l'accent sur les techniques d'élimination des mines étant donné



Un enfant irakien manœuvre la chaise roulante qui vient de lui être donnée dans le cadre d'un partenariat entre les secteurs public et privé. (Source : ministère de la défense des États-Unis)

que leur travail consistera à former les démineurs des pays hôtes. Ils mettent à profit leur expérience antérieure, leurs connaissances linguistiques et leur formation poussée en matière d'explosifs.

Les soldats des affaires civiles arrivent nantis de la formation et de l'expérience nécessaires pour travailler avec les ministères locaux intéressés. Ils ont acquis les capacités de gestion des programmes et de développement de l'infrastructure requises pour le déminage. Ils reçoivent une formation complémentaire dans des domaines tels que la gestion et l'évaluation des plans du département d'État, le plan de travail appliqué par le pays hôte et acquièrent une vue d'ensemble des autres organisations participantes. Forts de ces connaissances, ces soldats sont appelés à enseigner la planification stratégique ou à y participer, à coordonner les programmes avec les autres activités liées à la lutte contre les mines et à donner des conseils en matière d'organisation logistique.

SENSIBILISATION AUX RISQUES DUS AUX MINES

La sensibilisation aux risques que posent les mines est un élément vital de la lutte contre les mines. Les soldats des opérations psychologiques de l'armée américaine possèdent les techniques nécessaires en matière de mise au point des procédés adéquats. Ils reçoivent une formation comparable à celle des soldats des affaires civiles en ce qui concerne la situation d'un pays hôte sur le plan de la lutte contre les mines. Ils acquièrent en outre une formation axée sur les techniques de sensibilisation aux risques dus aux mines et apprennent à identifier les groupes à risque

et à intégrer les programmes locaux d'information dans un programme national.

Un autre groupe de soldats participant au programme de lutte contre les mines du gouvernement des États-Unis appartient aux services de l'armée américaine chargés de l'élimination des explosifs. Ces techniciens, qui ont reçu une formation intensive, sont issus de l'ensemble des forces armées. Étant donné leur formation poussée dans l'élimination des engins non explosifs, ils se préparent principalement au type de formation qu'ils fourniront aux élèves du pays hôte.

LE CENTRE DE FORMATION

Ce centre met à la disposition des élèves un terrain de plus de quarante hectares pour les opérations de déminage. Certaines zones illustrent les systèmes locaux de balisage utilisés dans les opérations de déminage menées à travers le monde. Une présentation particulièrement intéressante montre à quoi ressemblent les mines qui ont passé plusieurs années dans la végétation naturelle d'un terrain. Les élèves peuvent ainsi observer des mines qui ont changé de couleur, se sont altérées ou ont parfois même changé de position. Ils en tirent une connaissance approfondie des effets de la nature et du passage du temps sur les mines, la présence de branches d'arbres ou de broussailles étant susceptible de compliquer la tâche du démineur.

Le personnel du HDTC se compose de spécialistes chevronnés possédant généralement une expérience militaire antérieure. Ses membres ont des connaissances générales poussées en matière d'explosifs, d'ingénierie, de technologie de l'information et d'opérations spéciales. Un représentant militaire de l'armée royale néo-zélandaise et le représentant d'une organisation non gouvernementale américaine, la Vietnam Veteran's of America Foundation, en font également partie. Le militaire néo-zélandais est le seul membre de l'active qui fasse bénéficier ses élèves de son expérience en ingénierie.

Le HDTC affecte son personnel à des missions de formation militaire et lui confie des programmes d'évaluation à l'échelle mondiale. Parmi les avantages que présente une telle expérience extra-scolaire figurent les observations de première main et la possibilité d'utiliser les techniques et tactiques de dernier cri.

Le centre tire également profit des réactions de ses élèves. C'est ainsi que des élèves des opérations d'information

lui ont récemment suggéré de nouveaux domaines de formation. En réponse à ces suggestions, le centre a envoyé un représentant auprès de l'UNICEF et des Centres de contrôle et de prévention des maladies situés à Atlanta (Géorgie) pour qu'il y reçoive une formation spécialisée. Son programme mettait l'accent sur les dernières découvertes en épidémiologie et les méthodes utilisées pour analyser et présenter les données de santé publique.

Le Centre projette d'ajouter deux spécialités à son programme de formation. La première améliorera les capacités des techniciens d'éliminer les engins non explosés dans les régions contaminées. Ils y acquerront des connaissances pratiques spécialisées qu'ils utiliseront ensuite pour former des élèves dans les pays hôtes.

Une autre spécialité se concentrera sur le Système de gestion de l'information de la lutte antimines (IMSMA) – la base de données gérée par le Centre international de déminage humanitaire situé à Genève (Suisse). Cette spécialité permettra aux élèves de travailler à partir de données réelles recueillies dans des zones à risque simulées et de les incorporer au système IMSMA. ■

L'ENSEIGNEMENT DES RELATIONS CIVILO-MILITAIRES

Thomas Bruneau

Le Centre des relations civilo-militaires (CCMR, Center for Civil-Military Relations), sis à Monterey en Californie, aide les pays à régler diverses questions qui découlent de la transformation de la défense, des opérations à l'appui de la paix et de la stabilité, du terrorisme et d'autres défis posés à la sécurité. Ces deux dernières années, le CCMR a contribué à la formation de près de 7 000 officiers et civils dans le cadre de programmes menés aussi bien dans des pays d'accueil qu'aux États-Unis.



M. Thomas Bruneau est professeur au département des affaires de sécurité nationale de l'École des hautes études internationales qui s'insère dans la Naval Postgraduate School et directeur du Centre des relations civilo-militaires (CCMR). Il s'intéresse en particulier à la sécurité du secteur latino-américain et ibérique, aux relations entre civils et militaires et à la consolidation démocratique, à la politique du Portugal et au contrôle démocratique des organismes de renseignement.

Dans une démocratie, ceux qui gouvernent détiennent le pouvoir en vertu des suffrages exprimés par les ressortissants de leur pays. Bien qu'elle ne soit pas élue, l'armée détient elle aussi une part du pouvoir. Par conséquent, la qualité des relations entre les civils, élus, et les forces armées, qui ne le sont pas, s'avère vitale pour ceux qui cherchent à créer un gouvernement responsable devant le peuple qui l'a élu.

La question fondamentale qui demeure, c'est de savoir comment un gouvernement démocratique peut exercer son contrôle sur l'armée, plutôt que l'inverse. La distinction est d'autant plus importante que c'est l'armée qui a formé le gouvernement de nombreux pays et qu'elle prête régulièrement main-forte au gouvernement civil d'autres pays. Comme toujours, « le diable est dans les détails » parce que les institutions (ministères de la défense, commissions parlementaires, organismes de surveillance, etc.) doivent exercer un contrôle sur l'armée pour qu'un gouvernement civil élu démocratiquement ait des chances de réussir.

LA VALEUR DE LA DÉMOCRATIE

L'étude et l'enseignement des relations civils-militaires revêtent la plus haute importance parce que les civils doivent apprendre à établir et à gérer ces institutions fondamentales, condition sine qua non de l'instauration de relations démocratiques avec les autorités militaires. En l'absence de contrôles institutionnels efficaces, la démocratie n'existe pas. La démocratie est une valeur en soi, qui découle des bienfaits de la liberté, et il est de notoriété publique qu'aucun autre système politique n'est plus propice au progrès de l'homme et à la minimisation des conflits et des guerres. En tirant les leçons qui s'imposent et en appliquant des pratiques optimales, les civils peuvent apprendre à contrôler l'armée, et les officiers peuvent se rendre compte, à terme, que l'exercice de ce contrôle leur rend service à eux et à leur pays.

Le CCMR, créé en 1994 au sein de la Naval Postgraduate School (NPS) sise à Monterey (Californie), dispense des



Un professeur du Centre des relations civilo-militaires de la U.S. Naval Postgraduate School donne un cours au Nigeria. (Photo CCMR)

cours de deuxième cycle à des participants étrangers, civils comme militaires, sur le campus même de la NPS ou ailleurs. Il vise à faciliter le règlement des tensions entre civils et militaires susceptibles de se manifester quand un pays est confronté aux exigences de la transformation de son secteur de la défense, qu'il participe à des opérations de soutien de la paix et de la stabilité, qu'il lutte contre le terrorisme et qu'il affronte d'autres défis en matière de sécurité.

L'année dernière, le CCMR a donné des cours à 3 717 stagiaires par le biais de 89 programmes, dont 75 ont été organisés à l'étranger et 14 sur le campus de Monterey. Au mois d'octobre 2004, il avait mené 121 programmes hors campus, dont 17 aux États-Unis et 104 à l'étranger. En outre, 17 programmes ont été proposés au siège du CCMR. Les participants à ces 138 programmes regroupaient 2 241 officiers étrangers, 1 259 civils étrangers, 10 951 militaires des États-Unis et 247 civils américains.

La Defense Security Cooperation Agency (DSCA) et la NPS ont créé le Centre des relations civilo-militaires en vue d'élaborer des programmes et des projets à l'intention de plusieurs services et bureaux du ministère de la défense et du département d'État.

Tous les programmes du CCMR privilégient trois objectifs clés :

- premièrement, consolider et approfondir la démocratie en prêtant une attention particulière à la défense nationale et aux forces armées ;
- deuxièmement, rehausser l'efficacité des forces armées

dans l'exécution des rôles et des missions qui leur sont assignés par les dirigeants de leur pays démocratiquement élus ; et

- troisièmement, viser le succès dans un souci d'efficacité et d'économies maximales.

Ces objectifs s'appliquent à l'ensemble des programmes du CCMR, y compris à ceux qui ont été adaptés à des besoins spécifiques : certains, par exemple, ont été créés pour apprendre aux responsables à restructurer la défense, à formuler une politique et une stratégie en la matière, à appliquer des réformes dans ce secteur, à faire face aux questions qui ont trait à l'exercice du contrôle des forces armées par les civils et à la gestion du personnel, à mener à bien les acquisitions publiques dans le secteur de la défense ainsi qu'à gérer les relations entre civils et militaires et les relations publiques.

S'agissant de la politique et de la stratégie relative à la lutte contre le terrorisme, le CCMR a créé des programmes qui mettent en relief les moyens d'appliquer efficacement les lignes d'action arrêtées tout en renforçant les processus et la culture démocratiques. La réforme des politiques et des procédés dans le domaine du renseignement y tient une place importante. Le CCMR est à la pointe de l'enseignement et de la formation de deuxième cycle pour les opérations de soutien de la stabilité ou de la paix. Près d'une quarantaine de pays, par exemple, bénéficient de cours sur la doctrine et les méthodes de maintien de la paix les plus récentes par le biais du programme renforcé sur les initiatives internationales de maintien de la paix. La doctrine enseignée est celle des Nations unies, à la formulation de laquelle le CCMR apporte son concours.

LE MAINTIEN DE LA PAIX

Par le biais d'autres programmes, officiers et dirigeants civils se familiarisent avec les possibilités et les défis liés au maintien de la paix dans le monde. Dans le cadre du LDESP (Leader Development & Education for Sustained Peace), le CCMR prépare des unités militaires des États-Unis à des missions de soutien de la paix en Bosnie, au Kosovo, en Afghanistan et en Irak.

La sollicitation croissante dont fait l'objet le CCMR a débouché sur la prolifération de ses programmes et l'augmentation du nombre de ses étudiants. En l'espace de peu de temps, le CCMR a élargi l'éventail des cours de deuxième cycle qu'il propose aux civils et aux officiers

étrangers ainsi qu'à leurs homologues américains appelés à être affectés à l'étranger.

Ses programmes intègrent les conditions posées par le gouvernement des États-Unis et, dans le cadre des cours à l'étranger, par le pays d'accueil. Ils sont rigoureux et nécessitent un esprit poussé d'analyse et de synthèse. Le CCMR fait appel à des professeurs d'université, à des officiers à la retraite, à des membres du Congrès, à des assistants parlementaires, à des conseillers de l'exécutif ainsi qu'à des experts internationaux. Les discussions de groupe et les simulations font partie intégrante des cours.

Les programmes qui ont donné de bons résultats sont souvent à l'origine de la création de programmes supplémentaires, par exemple dans les domaines suivants : création d'un cadre civil de défense à Taïwan ; réforme du système de planification et de gestion de la défense en Estonie ; réforme du ministère de la défense et sensibilisation du public à la sécurité nationale en Colombie ; et formulation d'un système de planification nationale de la défense en Ukraine. En faisant fond sur les séminaires et les ateliers précédents, le CCMR est à même d'institutionnaliser ses trois objectifs fondamentaux, à savoir le contrôle démocratique de l'armée par le pouvoir civil, l'efficacité militaire et la bonne utilisation des ressources.

Ce sont les enseignants de la NPS qui dirigent la plupart des programmes du CCMR. Organisés en équipes, ils ont chacun une spécialité géographique et n'hésitent pas à solliciter les services d'autres experts, civils ou militaires, pour faciliter l'apprentissage. Cette caractéristique facilite la constitution d'un corps enseignant composé de jeunes spécialistes de l'Afrique, du Proche-Orient, de l'Asie du Sud, de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Europe centrale et orientale. Les officiers des États-Unis inscrits à la NPS ont le droit de compléter leur formation en participant à des programmes du CCMR à l'étranger.

LES PUBLICATIONS PROFESSIONNELLES

Les enseignants du CCMR, dont l'expérience collective s'étale sur dix ans, ont publié des articles de qualité sur des sujets aussi divers que la consolidation de la démocratie, la réforme de la défense et le contrôle démocratique des organismes de renseignement. Prochainement, la maison d'édition de l'Université du Texas publiera un ouvrage consacré aux fondements institutionnels du contrôle démocratique de l'armée par le pouvoir civil (sous le titre

anglais *Soldiers and Statesmen : The Institutional Bases of Democratic Civilian Control*), dont certains chapitres ont été rédigés par huit professeurs du CCMR. Un autre livre abordera la question de la réforme des organismes de renseignement à travers le monde. Il sera suivi d'un ouvrage qui présentera des études de cas sur la réforme de la défense.

Le CCMR a été en mesure d'accentuer son influence en créant des partenariats avec d'autres institutions d'enseignement et de recherche. Au Salvador, par exemple, il travaille depuis dix ans avec le Centre des hautes études supérieures (CAEE). Les élèves qui sortent diplômés de cet établissement se retrouvent aujourd'hui aux échelons les plus élevés du gouvernement et de l'armée. Citons encore la création en 2002, par l'Université de la défense de la Mongolie, du Centre de recherche sur les relations civilo-militaires, lequel a tissé des liens étroits avec le CCMR. Ces deux établissements ont déjà publié deux livres conjointement.

Par ailleurs, le CCMR a signé un accord de coopération avec le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF), sis à Genève, en vue de la création de cours et de la rédaction de diverses publications. Dernièrement, le CCMR a contribué à faire de la NPS le Centre d'instruction et de formation des États-Unis à l'intention des 39 pays membres du Partenariat pour la paix (PPP). Les liens de cette nature renforcent les institutions partenaires et les effets des programmes du CCMR.

Le CCMR est une institution unique. Il associe un haut niveau d'excellence en matière d'enseignement et d'édition à l'offre de cours personnalisés portant sur tous les aspects des relations entre civils et militaires et de la prise de décisions dans le domaine de la sécurité. Sa réputation n'est plus à faire dans les milieux de l'OTAN, du PPP, de l'ONU et des universités. ■

D'UN ÉTAT À L'AUTRE

La Garde nationale encourage les relations entre civils et militaires et offre une aide humanitaire et divers appuis au développement infrastructurel par le biais de partenariats avec plus de quarante pays.

Le Programme de partenariat international de la Garde nationale a été établi en 1993 en réaction aux modifications radicales de la situation politico-militaire au lendemain de la chute du communisme et de la désintégration de l'Union soviétique. Les autorités se sont alors demandées comment la Garde nationale, qui avait contribué à assurer la crédibilité stratégique des États-Unis durant la guerre froide, pouvait demeurer pertinente à une époque où la protection de l'Europe ne constituait plus l'axe majeur de la stratégie de défense nationale de l'Amérique.

La Garde nationale est le plus ancien corps d'armée des États-Unis : issue des milices coloniales établies avant la création de la nation, elle existe depuis plus de 367 ans. Elle est utilisée aujourd'hui de manière nouvelle, en tant que force polyvalente couvrant un large éventail d'activités militaires, qu'il s'agisse d'appuyer l'armée de terre et l'armée de l'air des États-Unis à l'étranger et de défendre le territoire national, ou de secourir les victimes de catastrophes naturelles telles que nous en avons connu lors de la dernière saison des ouragans.

Tous les États et territoires des États-Unis possèdent une Garde nationale qui comporte souvent une composante terrestre et une composante aérienne qui appuient respectivement l'armée de terre et l'armée de l'air des États-Unis.

UNE CONTRIBUTION DURABLE

Consciente de la spécificité et des atouts de ses citoyens-soldats, la Garde nationale a su percevoir la possibilité d'apporter une contribution durable au renforcement de la paix nouvellement établie. Ainsi est né le Programme de partenariat international (State Partnership Program – SPP). De conception simple et élégante, le programme visait initialement à nouer des liens entre la Garde nationale des États et territoires des États-Unis et le



Le capitaine Colleen Kennedy (à droite), médecin de la Garde nationale aérienne de Virginie, ausculte une jeune patiente lors d'une mission humanitaire de quatorze jours effectuée en juillet 2002 dans quatre villes du Salvador. (Photo Sergent John Houghton, armée de l'air des États-Unis)

ministère de la défense des démocraties naissantes d'Europe centrale et orientale et d'Eurasie, pour permettre à tous de mener des activités coopératives mutuellement bénéfiques.

Les initiatives internationales de la Garde nationale appuient la démocratie, encouragent l'instauration de l'économie de marché, encouragent la coopération et la stabilité régionales et offrent à leurs soldats, fantassins, aviateurs, mais aussi civils, des possibilités de contact avec d'autres pays et d'autres cultures, et d'en tirer des enseignements.

À l'heure actuelle, la Garde nationale de chaque État fédéré a formé des partenariats avec 21 pays de la zone de responsabilité du Commandement européen, avec 5 pays de la zone du Commandement central, avec 15 pays de la zone du Commandement Sud et avec 3 pays de la zone du Commandement Pacifique des États-Unis.

Les unités de la Garde nationale appuient tous les commandements de combat des États-Unis répartis dans le monde entier : le Commandement Nord et NORAD,



Des militaires américains aplanissent le ciment dont ils viennent de recouvrir le trottoir qui borde un dispensaire à Saint-Christophe-et-Néviès, fédération d'îles de la mer des Caraïbes. En 2003, des unités de la Garde nationale de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de l'armée de réserve et des marines ont participé, en liaison avec les forces militaires de Saint-Christophe-et-Néviès, à un exercice appelé « New Horizons » (Nouveaux horizons). (Photo prise par le caporal-chef Michele Misiani, de l'armée de l'air des États-Unis)

le Commandement stratégique, le Commandement Pacifique et le Commandement Pacifique pour Hawaï, l'Alaska, Guam et les Îles Mariannes. Elles ont également des forces en nombre considérable déployées en Europe, en Amérique du Sud et en Amérique centrale, en Asie et en Asie du Sud-Est ainsi que dans d'autres régions.

La Garde nationale voit dans son programme de partenariat une façon d'établir des contacts entre forces armées ainsi qu'un moyen de se concentrer sur les avantages économiques, politiques et militaires que peuvent escompter les pays disposant d'une force de réserve constituée de civils bien formés, motivés et prêts à répondre à l'appel de la nation en cas d'urgence. La Garde nationale des États-Unis est disposée, en cas de besoin, à organiser, doter en personnel, entraîner et équiper une force de réserve efficace pour assurer le contrôle des autorités civiles sur les forces armées.

Le programme dit des « Minuteman Fellows » (N.d.T. : référence aux miliciens de la guerre d'indépendance) offre chaque année à des centaines de citoyens des démocraties naissantes la possibilité de faire un séjour aux États-Unis dans leur État partenaire, pour apprendre comment la Garde nationale américaine assure la participation des collectivités locales à la défense de la nation et comment les gardes nationaux concilient leurs obligations militaires et leur carrière civile.

Il est intéressant de noter que le Programme de partenariat international de la Garde nationale existait et fonctionnait déjà avant le lancement de l'initiative du Partenariat pour la paix de l'OTAN. Aujourd'hui, quelque 11 ans après sa création, le Programme de partenariat international est devenu l'un des principaux moyens par le truchement duquel les États-Unis appuient le Programme du Partenariat pour la paix. Le programme de la Garde nationale s'est élargi bien au-delà de ses dimensions initialement envisagées et il existe à présent des partenariats en Europe, en Asie centrale et en Extrême-Orient, aux Caraïbes, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Le programme « Bridge to America » (Pont vers l'Amérique) vise à renforcer les liens noués avec les démocraties partenaires du monde entier et à promouvoir une compréhension internationale accrue au niveau des collectivités locales.

LES MÉCANISMES DE CRÉATION DES PARTENARIATS

Tout commence par la présentation d'une demande du pays hôte à l'ambassadeur des États-Unis. Ce dernier transmet officiellement la demande au commandant des forces de combat dans la région qui demande au chef du bureau de la Garde nationale de choisir un État partenaire. Le chef du bureau de la Garde nationale fait son choix compte tenu de critères politiques, militaires et socioéconomiques pertinents par rapport aux besoins et aux capacités du pays hôte et de l'État participant aux États-Unis.

Il fait connaître son choix au commandant des forces de combat qui donne alors son approbation. Après une annonce publique, le partenariat est établi officiellement dans le cadre d'une cérémonie tenue dans le pays hôte.

LES OBJECTIFS DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Le Programme de partenariat international s'emploie à assurer la réalisation des objectifs de coopération suivants dans le domaine de la sécurité :

- accroître l'interopérabilité entre les forces des États-Unis et celles des pays partenaires ;
- montrer l'exemple de la subordination des forces armées aux autorités civiles ;

- démontrer le soutien des forces armées aux autorités civiles ;
- appuyer le développement d'institutions démocratiques ;
- favoriser l'instauration d'économies de marché pour contribuer à la stabilité ;
- projeter et représenter les valeurs humanitaires des États-Unis.

La coopération en matière de sécurité ne comporte pas moins de 16 types d'échanges et de programmes divers allant de l'instruction de militaires de carrière au renforcement des capacités de dirigeants civils.

Le présent article est une synthèse et une adaptation de documents élaborés par l'Office des affaires internationales du Bureau de la Garde nationale des États-Unis. ■

Le Programme de partenariat international de la Garde nationale

Alabama	AL	Roumanie	Mississippi	MS	Bolivie
Alaska	AK	Mongolie	Missouri	MO	Panama
Arizona	AZ	Kazakhstan	Montana	MT	Kyrgyzistan
Arkansas	AR	Guatemala	Nebraska	NE	République tchèque
Californie	CA	Ukraine	Nevada	NV	Turkménistan
Caroline du Nord	NC	Moldavie	New Hampshire	NH	Salvador
Colorado	CO	Slovénie	New Jersey	NJ	Albanie
Connecticut	CT	Uruguay	New York	NY	Afrique du Sud
District de Columbia	DC	Jamaïque	Ohio	OH	Hongrie
Floride	FL	Venezuela/Guyana	Oklahoma	OK	Azerbaïdjan
Géorgie	GA	Géorgie	Pennsylvanie	PA	Lituanie
Hawaii/Guam	HI	Philippines	Puerto Rico		Honduras/ République dominicaine
Illinois	IL	Pologne	Tennessee	TN	Bulgarie
Indiana	IN	Slovaquie	Texas	TX	République tchèque
Kansas	KS	Arménie	Utah	UT	Maroc
Kentucky	KY	Équateur	Vermont	VT	Macédoine
Louisiane	LA	Belize / Ouzbékistan	Virginie	VA	Tadjikistan
Maryland	MD	Estonie/Bosnie	Virginie-Occidentale	WV	Pérou
Massachusetts	MA	Paraguay	Washington	WA	Thaïlande
Michigan	MI	Lettonie	Wisconsin	WI	Nicaragua
Minnesota	MN	Croatie			



BIBLIOGRAPHIE (en anglais)

Archer, Sarah E. "Civilian and Military Cooperation in Complex Humanitarian Operations." *Military Review* vol. 83, no. 2 (March/April 2003): pp. 32-41.
<http://digbig.com/4btpa>

Drifmeyer, Jeff and Craig Llewellyn. "Toward More Effective Humanitarian Assistance." *Military Medicine* vol. 169, no. 3 (March 2004): pp. 161-168.

Garofolo, John. "Naval Reservists and Iraqi Humanitarian Mission." *Officer* vol. 79, no. 7 (October 2003): p. 38.

"Global News: Exercise New Horizons 2004." *Army Reserve Magazine* vol. 50, no. 1 (Summer 2004): pp. 42-45.
http://www4.army.mil/USAR/soldiers/ARMPDF/ARM_50_1.pdf

James, W. Cullen. "Winning Hearts and Minds." *Soldiers* vol. 58, no. 8 (August 2003): pp. 8-10.
<http://www.army.mil/soldiers/aug2003/pdfs/civilaffairs.pdf>

Joyner, Bo. "Helping Hands: International Health Specialist Program Opens Doors for Medical Professionals to Better Serve Around the World." *Citizen Airman* vol. 56, no. 2 (April 2004): p. 6.
<http://www.afrc.af.mil/HQ/citamn/apr04/medical.html>

Kudyba, Bob and Andrea Poelling. "The Military in Peacekeeping Operations." *Journal of Mine Action* no. 8.1 (June 2004).
<http://maic.jmu.edu/journal/8.1/focus/kudyba/kudyba.htm>

Linder, Bill. "AFTAC Officer Rewarded for Serving Others." *Spokesman* (February 2004).
<http://aia.lackland.af.mil/homepages/pa/spokesman/feb04/atc9.cfm>

Lougee, D. A. and D. Mondragon. *Honduran Ministry of Health Perceptions of U.S. Military Medical Civic Assistance*. Wright-Patterson AFB, OH: Air Force Institute of Technology, 14 January 2003.

Mansfield, Ian. "The Role of the Military in Mine Action." *Disarmament Forum: Disarmament, Development and Mine Action* no. 3 (2003): pp. 35-42.
http://www.gichd.ch/pdf/publications/Role_military_in_MA_article.pdf

Mazzetti, Mark. "Not-So-Random Acts of Kindness." *U.S. News and World Report* vol. 135, no. 11 (6 October 2003): p. 36.

Meyle, Kris. "Team Takes Medical Aid to Sri Lanka." *Airman* vol. 48, no. 7 (July 2004): p. 8.

Munro, Neil. "Morphing from Warriors to Peacemakers." *National Journal* vol. 35, no. 19 (10 May 2003): p. 1486.

Rolfesen, Bruce. "In Kirkuk, Airmen Help-Person to Person." *Air Force Times* vol. 64, no. 18 (24 November 2003): p. 25.

U.S. Congress. House. Committee on Government Reform. Subcommittee on National Security, Emerging Threats and International Relations. *Humanitarian Assistance Following Military Operations: Overcoming Barriers: Hearing*. 108th Cong., 1st sess., 13 May 2003.
<http://reform.house.gov/NSETIR/Hearings/EventSingle.aspx?EventID=171>

U.S. Congress. House. Committee on Government Reform. Subcommittee on National Security, Emerging Threats and International Relations. *Humanitarian Assistance Following Military Operations: Overcoming Barriers: Part II: Hearing*. 108th Cong., 1st sess., 18 July 2003.
<http://reform.house.gov/NSETIR/Hearings/EventSingle.aspx?EventID=302>

U.S. Department of Defense and U.S. Department of State. *Foreign Military Training in Fiscal Years 2003 and 2004*. Washington, DC: Government Printing Office, June 2004.
<http://www.state.gov/t/pm/rls/rpt/fmtrpt/2004/>

Williams, Timothy M. "Guardsmen Help Local Kids While Training Afghan Army." *National Guard* vol. 58, no. 2 (February 2004): pp. 34-35.
<http://www.ngaus.org/ngmagazine/roundup0204.asp>

Wise, J. H. *Bridging the Gap in Civil-Military Coordination to More Effectively Support Humanitarian Relief Operations*. Newport, RI: Joint Military Operations Department, Naval War College, 9 February 2004.

Le département d'État américain n'est pas responsable du contenu ou de la disponibilité des ressources énumérées ci-dessus. Tous les liens Internet étaient actifs en novembre 2004.

SITES INTERNET (en anglais)

Ressources en ligne relatives aux programmes d'assistance de l'armée des États-Unis

ASSISTANCE HUMANITAIRE

Army Corps of Engineers

http://www.hq.usace.army.mil/history/enduring_freedom_new_articles.htm

U.S. Agency for International Development: Humanitarian Assistance - The Funds

http://www.usaid.gov/our_work/humanitarian_assistance/the_funds/

U.S. Center of Excellence in Disaster Management and Humanitarian Assistance

<http://www.coe-dmha.org/humaff.htm>

U.S. Central Command: Humanitarian Assistance

<http://www.centcom.mil/CentcomNews/humanitarian.asp>

U.S. Department of Defense: HIV/AIDS Prevention Program

<http://www.nhrc.navy.mil/programs/dhapp/index.html>

U.S. Department of Defense: Humanitarian Demining Training Center

<http://www.wood.army.mil/hdtc/ushma.html>

U.S. Department of State: Bureau of Political-Military Affairs

<http://www.state.gov/t/pm/>

U.S. Department of State: Bureau of Population, Refugees, and Migration

<http://www.state.gov/g/prm/>

U.S. Department of State: Office of Weapons Removal and Abatement (WRA)

<http://www.state.gov/t/pm/wra/>

U.S. European Command: Humanitarian Mine Awareness Operations

<http://www.eucom.mil/Directorates/ECPA/index.htm?>

<http://www.eucom.mil/Directorates/ECPA/Operations/demining/demining.htm&2>

EDUCATION MILITAIRE

Asia-Pacific Center for Security Studies (APCSS)

<http://www.apcss.org/>

The Center for Civil-Military Relations (CCMR)

<http://www.ccmr.org/public/home.cfm>

Defense Security Cooperation Agency:

International Training Programs

<http://www.dsca.osd.mil/programs/imet/imet2.htm>

George C. Marshall European Center for Security Studies

<http://www.marshallcenter.org/>

International Military Education and Training (IMET)

http://www.dsca.osd.mil/home/international_military_education_training.htm

National Defense University: International Student Management Office

<http://www.ndu.edu/ismo/>

North Atlantic Treaty Organization (NATO) School

http://www.natoschool.nato.int/internet_ns/ns_body.htm

Uniformed Services University of Health Sciences: Center for Disaster and Humanitarian Assistance Medicine

<http://www.usuhs.mil/mim/CDHAM.htm>

U.S. Army: Command and General Staff College: International Military Student Division

<http://cgsc.leavenworth.army.mil/DSA/IOSD/>

U.S. Army: Security Assistance Training Field Activity (SATFA)

<http://www-satfa.monroe.army.mil/WHOWEARE.htm>

U.S. Coast Guard International Affairs Office

<http://www.uscg.mil/international/>

U.S. Department of Defense: Defense Language Institute English Language Center (DLIELC)

<http://www.dlielc.org/mission/index.html>

U.S. Department of Defense: Regional Defense Counterterrorism Fellowship Program (CTFP)

<http://ctfellowship.org/pages/whatCTFP/programVIEW/indexPROJ.htm>

U.S. Navy School of International Graduate Studies: Naval Postgraduate School

<http://www.nps.navy.mil/sigs/index.htm>

Western Hemisphere Institute for Security Cooperation

<http://www-benning.army.mil/whinsec/about.asp?id=13>

Le département d'État américain n'est pas responsable du contenu ou de la disponibilité des ressources énumérées ci-dessus. Tous les liens Internet étaient actifs en novembre 2004.



<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS